



**Allocution de**

**M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI**

**Président du Conseil Départemental de Mayotte**

**À l'occasion de**

**« L'accueil à l'Hémicycle YOUNOUSSA BAMANA de Madame la Ministre des  
Outre-Mer, Annick GIRARDIN »**

***Jeudi 31 août 2017***

***Conseil départemental***

Madame la Ministre,  
Monsieur le Préfet,  
Madame, Messieurs les Parlementaires de Mayotte  
Mesdames et Messieurs les Conseillers départementaux, chers collègues ;  
Mesdames, Messieurs les Maires de Mayotte ;  
Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités;

C'est pour moi, un immense plaisir de pouvoir vous accueillir dans cette enceinte, pour votre première visite officielle à Mayotte, Madame la Ministre des Outre-Mer, Annick GIRARDIN.

Madame la Ministre, « Karibou Hatrou Maoré ».

Nous venons de procéder à la signature du protocole financier portant compensation des missions de PMI de la Collectivité, un an après celui relatif à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Il s'agit d'un grand pas de fait, pour l'accompagnement de la collectivité dans ses missions premières, l'action sociale.

La mission du Conseil départemental dans ce domaine est maintenant renforcée. Tout sera fait pour que les mahorais puisse bénéficier de ces retombées longtemps attendues, avec la mise en œuvre sans encombre des projets envisagés et ceux à venir dans le cadre de cette mandature.

Néanmoins ces avancées majeures ne doivent pas cacher la difficulté réelle que nous rencontrons dans la mise en œuvre du RSA à Mayotte.

Déployé dans le Département en 2012, cette prestation a vu comme attendu, le nombre d'allocataires progressé significativement au fil des années mais demeurée, sans mécanisme d'évaluation de la ressource octroyée. Elle est en effet plafonnée à un peu plus de 15 millions d'euros par an. Actuellement, le Département doit faire face à une dépense avoisinant près de 32 millions d'euros. Face aux difficultés budgétaires du Conseil départemental et du caractère obligatoire de cette compétence, j'en appelle Madame la Ministre, à votre autorité pour trouver rapidement, une réponse satisfaisante et pérenne à cette inquiétude afin de préserver cette ressource indispensable pour un grand nombre de nos concitoyens ici à Mayotte.

Ce premier déplacement à Mayotte Madame la Ministre est aussi l'occasion de prendre le pou de notre quotidien et mesurer la tâche qui nous engage pour garantir la construction de notre territoire et sur des bases solides. Je sais pouvoir compter sur votre engagement pour se faire.



Aussi, je voudrais vous faire part de quelques sujets d'actualités qui préoccupent nos concitoyens:

- Le climat social
- Et le problème de l'attractivité du territoire

Mayotte a connu ces dernières semaines, des crises sociales successives, reflétant un malaise social profond au sein de la société.

Ces tensions sociales, à la lecture des opinions exprimées notamment sur les réseaux sociaux, suscitent une certaine méfiance de la société envers ses élus mais aussi, à l'endroit de l'Etat.

Ce fut le cas, il y a tout juste 2 mois, au sein d'un grand groupe local du BTP; ou encore au sein de l'unique distributeur de carburant de l'Ile depuis 2003, il y a de cela moins d'une semaine.

Ce dernier conflit, durement ressenti par toute la population nous a convaincu de la nécessité de chercher par tout moyen à encourager, l'ouverture de ce secteur à la concurrence. C'est le sens de la motion adoptée au sein de cet hémicycle par les élus du Département à l'occasion de l'assemblée plénière du 21 août 2017. Un courrier en ce sens a été adressé au Premier Ministre, avec copie à votre ministère, pour obtenir dès cette année, l'envoi d'une mission d'études dans cette perspective.

Nous comptons sur votre soutien, pour ouvrir ce chantier devenu maintenant, nécessaire.

Cette tension sociale est conjuguée, Madame la Ministre, avec un climat de stress permanent de la société alimenté par le sous dimensionnement de nos infrastructures et du faible niveau de la commande publique pour y faire face. Je veux parler :

- Du sous dimensionnement de la voirie, aussi bien départementale que nationale : les mahorais mettent jusqu'à 2 h pour parcourir en heure de pointe juste 6 kilomètres. Le réseau routier est bouché du nord comme au sud de Mamoudzou ;
- Des difficultés d'accès aux services publics, de la santé, des impôts et du service immigration de la Préfecture (avec l'afflux massifs chaque jour de personnes étrangères), allant jusqu'à entraver par moment la circulation. Chaque démarche administrative ou de soin devient un parcours de combattant. Les mahorais souhaitent le renforcement de ces services et notamment ceux de la Préfecture, afin de bénéficier de services publics de qualité chez eux. A ce titre, la réforme engagée par l'Etat au sein de la Préfecture de Mayotte enlève au territoire, le bénéfice de certains services que les mahorais jugent indispensables à leur quotidien (notamment le service état civil). Je profite de ce propos pour saluer le sens aigu des responsabilités des agents de l'Etat au sein de la Préfecture et leur grande disponibilité à notre égard ;



- Enfin, insuffisance de la ressource en eau : nous avons traversé l'année dernière un épisode de sécheresse exceptionnel, dévoilant au grand jour notre vulnérabilité. Les infrastructures existantes ne sont plus suffisantes là aussi pour alimenter toute la population.

Ces crises successives annoncent malheureusement, d'autres à venir...

Madame la Ministre, les Mahorais attendent du Gouvernement, le déploiement sur le territoire, d'une véritable stratégie de développement et de rattrapage de tous ces retards accumulés, au seul motif que nous n'étions pas encore Département.

Enfin, le problème de l'attractivité de notre territoire

Madame la Ministre, Mayotte connaît des difficultés réelles à pouvoir se doter de professionnels dont le territoire a besoin pour fonctionner. Ceci est vrai pour l'éducation de nos enfants comme pour la santé des mahorais.

Aujourd'hui, à titre d'exemple, près d'un enseignant sur 2 est recruté par voie contractuelle. Il s'agit d'une situation inédite sur le territoire de la République. Et parlant d'éducation, la classe politique locale demande des précisions au Gouvernement sur la politique annoncée de réduction des emplois aidés, dispositif devenu ici localement, indispensable pour assurer la mise en œuvre des rythmes scolaires.

Madame la Ministre, Outre les faits de délinquance qui découragent cette destination, amplifiés en cela par une immigration irrégulière de masse non encore maîtrisée, la politique menée depuis pour attirer les compétences dont l'île a besoin n'est plus adaptée.

Ainsi, sur le plan sécuritaire et de la lutte contre l'immigration irrégulière, nous appelons Madame la Ministre, à la mise en œuvre totale et complète des préconisations de l'inspection générale de l'administration du Ministère de l'Intérieur. La sécurité est en effet, le préalable indispensable à la mise en œuvre de toute politique de développement pour Mayotte.

Et sur l'attractivité, nous souhaitons bénéficier du même traitement que le Département voisin. Que les mêmes mesures imaginées pour développer et rendre ce territoire attractif, soient aussi envisagées pour Mayotte. Je pense à l'indexation des salaires ou encore aux mesures incitatives en matière économique. Les acteurs locaux demandent à ce titre, le classement de notre territoire en zone franche.

Dès cette année 2017 nous avons commencé à réorienter nos interventions de façon à ce que pour chaque pays de la zone, comprenant les Comores, Madagascar et les Pays d'Afrique de l'Est, nous ciblions des domaines d'actions prioritaires pouvant déboucher sur une coopération à but gagnant/gagnant.

Aussi, dans le domaine politique, nous comptons élaborer un vrai plan d'actions pour aboutir rapidement à l'intégration de Mayotte comme membre à part entière de la délégation française au sein de la COI.

Je vous annonce à ce titre la volonté qui est la nôtre de parvenir à l'organisation des jeux des Iles de l'Océan indien à Mayotte, en 2023.

Madame la Ministre, pour atteindre ces objectifs, notre diplomatie devrait être mobilisée aux côtés de Mayotte au plus haut niveau de l'Etat. Nous comptons en ce sens, sur votre soutien pour y parvenir.

Vive la République,

Et Vive Mayotte,

Je vous remercie